



**BANQUE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE**

BES N° 13 - mars 2022

Bulletin Economique et Statistiques

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	3
Liste des graphiques	4
Liste des sigles et abréviations	5
Comité de validation	6
Avant-propos	7
I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES . . .	8
1. Environnement international	8
2. Secteur réel de la CEMAC	16
3. Balance des paiements et compétitivité	22
4. Finances publiques et endettement.	25
5. Monnaie et crédit.	27
6. Réserves des banques	31
7. Situation des réserves de change	34
Conclusion	34

LISTE DES TABLEAUX

T1 : Taux de croissance mondiale réel et des principaux pays partenaires	8
T2 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC	11
T3 : Taux directeurs des principales Banques Centrales	15
T4 : Contribution à la croissance de la CEMAC	16
T5 : Taux d'inflation sur les 12 derniers mois	19
T6 : Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation	20
T7 : Soldes de la balance des paiements	22
T8 : Solde de la balance commerciale	23
T9 : Compétitivité.	24
T10 : Evolution des finances publiques des pays de la CEMAC.	26
T11 : Evolution de la dette publique extérieure des pays de la CEMAC	26
T12 : Agrégats de monnaie et de crédit.	28
T13 : Agrégats de monnaie et de crédit.	28
T14 : Taux directeurs de la BEAC	30
T15 : Evolution des principaux indicateurs de la liquidité	32

LISTE DES GRAPHIQUES

G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés	9
G2. Taux de croissance réelle des pays en développement	9
G3. Cours du pétrole	10
G4. Cours des produits agricoles d'exportations	10
G5. Cours des métaux non précieux	10
G6. Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC . .	10
G7. Cours moyen mensuel de l'euro	12
G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite).	12
G9. PIB nominal des pays de la CEMAC	17
G10. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC	21
G11. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation dans la CEMAC	21
G12. Evolution du TCER/TCEN	24
G13. Evolution de l'indice composite du TCER.	24
G14. Evolution comparée du taux de facilité de dépôts de la BCE et BEAC	30
G15. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE	30
G16. Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC	33
G17. Evolution du volume des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de la CEMAC	33

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BCC	:	Banque Centrale du Congo
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BEAC	:	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BES	:	Bulletin Economique et Statistiques
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BoE	:	<i>Bank of England</i>
BoJ	:	<i>Bank of Japan</i>
CBN	:	<i>Central Bank of Nigeria</i>
CEMAC	:	Commission Economique et Monétaire d’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
FED	:	Réserve Fédérale Américaine
FMI	:	Fonds monétaire international
PIB	:	Produit Intérieur Brut
RDC	:	République Démocratique du Congo
SARB	:	<i>South African Reserve Bank</i>
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCER	:	Taux de Change Effectif Réel
TCEN	:	Taux de Change Effectif Nominal
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TIMP	:	Taux Interbancaire Moyen Pondéré
TISP	:	Taux d’Interêt sur Placement
WEO	:	<i>World Economic Outlook</i>
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

COMITÉ DE VALIDATION

Le Comité de validation du Bulletin Economique et Statistiques (BES) est créé par Décision du Gouverneur N°065/GR/2017 du 03 juillet 2017 et il en assure la coordination. Ce Comité a pour responsabilité principale d'examiner les propositions d'articles et d'études devant être publiées dans le Bulletin. Le respect des dates de parution du Bulletin revient au Comité de validation. Pour ce treizième numéro, le Comité de validation s'est réuni le mercredi 06 avril 2022 à 11 heures par visioconférence. Ont pris part à cette réunion, les membres nommés ci-après :

Président :

HAMADOU ABDOULAYE : Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques .

Membres :

DIFFO NIGTIOPOP Georges : Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques, en charge du pôle « Etudes ».

MOUNKALA Evrard Ulrich Herménégilde : Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques, en charge du pôle « Statistiques »

MVONDO Emile Thierry : Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques, en charge du pôle « Recherche ».

DZOU MBELLA Thierry Vincent de Paul : Adjoint au Directeur Central de la Stabilité Financière, Activités Bancaires et Financement des Economies.

MBOMPIEZE Jean René : Chef du Service Développement des Outils de Prévisions et des Enquêtes Economiques.

MBA EYENE Franck Armel : Chef de Service des Statistiques et Analyses Monétaires.

Ont également pris part à ces travaux :

GOMBA EBIKILI Claise Borgia : Cadre moyen du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation.

AYONGWA ANYE Priscilla : Cadre moyen du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation.

MAMBOU Patrick Félicien : Cadre moyen au Service des Statistiques et Analyses Monétaires.

FOSSOUO KAMGA Armand Leroy : Cadre moyen au Service de la Base de données Economique Monétaires et Financières.

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, dans la mise à jour de ses prévisions de janvier 2022, le Fonds monétaire international (FMI) table sur un taux de croissance de l'économie mondiale de 4,4 % en 2022 (contre 5,9 % en 2021), en baisse de 0,5 point par rapport à ses prévisions d'octobre 2021. Ces prévisions sont susceptibles d'être revues à la baisse en lien avec les tensions géopolitiques actuelles en Europe, consécutive à la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que son impact sur les prix de certaines matières premières, en particulier le pétrole et le gaz.

Pour limiter les répercussions négatives de la pandémie de coronavirus, la plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et de l'Afrique subsaharienne ont poursuivi leur politique monétaire accommodante jusqu'à février 2022. Toutefois, avec le retour inattendu de l'inflation, due à divers chocs d'offre et de demande, plusieurs d'entre-elles ont récemment entamé le resserrement de leur politique monétaire, à l'instar de la Fed, des Banques Centrales d'Angleterre, du Canada, de la Corée du Sud et de l'Afrique du Sud.

En termes de réalisations, les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ont enregistré les performances ci-après : i) une hausse de l'Indicateur Composite des Activités Economiques (ICAE) de 3,9 % en glissement annuel au premier trimestre 2022, contre 4,4 % un an auparavant ; ii) un repli de l'inflation en moyenne annuelle à 1,6 % à fin décembre 2021, contre 2,6 % un an plus tôt (en glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,0 % à fin décembre 2020 à 2,6 % un an plus tard) ; iii) un accroissement des disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) de 12,3 % pour s'établir à 15 194,2 milliards à fin décembre 2021 contre 13 532,5 milliards un an auparavant.

En termes de perspectives, les performances des pays de la CEMAC pour l'année 2022 devraient se décliner comme suit : i) un taux de croissance du PIB réel de + 3,1 % contre 1,4 % en 2021, porté principalement par un rebond de la croissance non pétrolière, ii) une remontée des pressions inflationnistes à 3,6 % en 2022, contre 1,6 % un an plus tôt, iii) un redressement du déficit du solde budgétaire base engagements, dons compris, à 0,6 % du PIB en 2022, et une amélioration du solde du compte courant excédentaire à 1,1 % du PIB en 2022, contre - 0,5 % du PIB en 2021. Sur le plan de la monnaie, la

masse monétaire croîtrait de 13,5 % tandis que les avoirs extérieurs nets bondiraient de 50,6 %.

S'agissant de la dette, le service de la dette publique extérieure passerait de 29,2 % des recettes budgétaires en 2021 à 19,5 % en 2022 et de 14,6 % des exportations de biens et services en 2021 à 8,8 % en 2022. Dans le même temps, le taux d'endettement public extérieur reculerait de 28,7 % en 2021 à 26,4 % en 2022.

Les évolutions économiques, monétaires et financières internationales et sous-régionales sont présentées dans ce treizième numéro du Bulletin Economique et Statistique (BES) pour le premier trimestre de l'année 2022. Ce Bulletin, publié par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) est généralement structuré comme suit :

- Partie I : « Evolutions économiques, monétaires et financières récentes »

- Partie II : « Etudes », réalisées principalement par les cadres de la BEAC et les chercheurs ressortissants de la CEMAC.

Pour ce treizième numéro, Comité de validation du BES, n'a retenu aucune étude pour publication.

Le contexte international rendu difficile, notamment par les incertitudes liées à la crise sanitaire, aux différentes crises sécuritaires persistantes dans certains pays de la sous-région et aux conséquences de la crise russo-ukrainienne, n'empêche guère la BEAC de poursuivre ses efforts afin de remplir au mieux ses missions statutaires. Ainsi, la BEAC continuera à faire appel aux cadres et universitaires ressortissants de la CEMAC en vue de les inviter à partager le fruit de leurs travaux et leurs réflexions sur les pays de la CEMAC.

HAMADOU ABDOULAYE

Président du Comité de Validation

I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES

1. Environnement international

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, dans la mise à jour de ses prévisions de janvier 2022, le Fonds monétaire international (FMI) table sur un taux de croissance de l'économie mondiale de 4,4 % en 2022 (contre 5,9 % en 2021), en baisse de 0,5 point par rapport à ses prévisions d'octobre 2021. Par espace géographique, le taux de croissance réel de l'activité dans les économies avancées devrait ralentir à 3,9 % en 2022 et 2,6 % en 2023, contre 5,0 % en 2021. Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance du PIB réel se fixerait à 4,8 % en 2022 et à 4,7 % en 2023, contre -6,5 % en 2021. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB réel passerait de 3,7 % en 2022 à 4,0 % en 2023, contre 4,0 % en 2021.

Reflétant le rythme d'évolution de l'activité économique mondiale, le volume des échanges commerciaux devrait ralentir en 2022 à 6,0 %, après 9,3 % en 2021, pour ensuite revenir à 4,9 % en 2023. Cette évolution s'expliquerait par le fléchissement de la demande mondiale de biens, tandis que le commerce transfrontalier des services, en particulier le tourisme, devrait rester modéré.

S'agissant des prix, dans les pays avancés, l'inflation remonterait à 3,9 % en 2022, contre 3,1 % en 2021, et reviendrait autour de 2,1 % en 2023. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'établirait à 5,9 % en 2022 et 4,7 % en 2023, contre 5,7 % en 2021.

1.1 Activité économique

La croissance devrait repartir à la hausse en 2022, après une récession observée dans plusieurs pays.

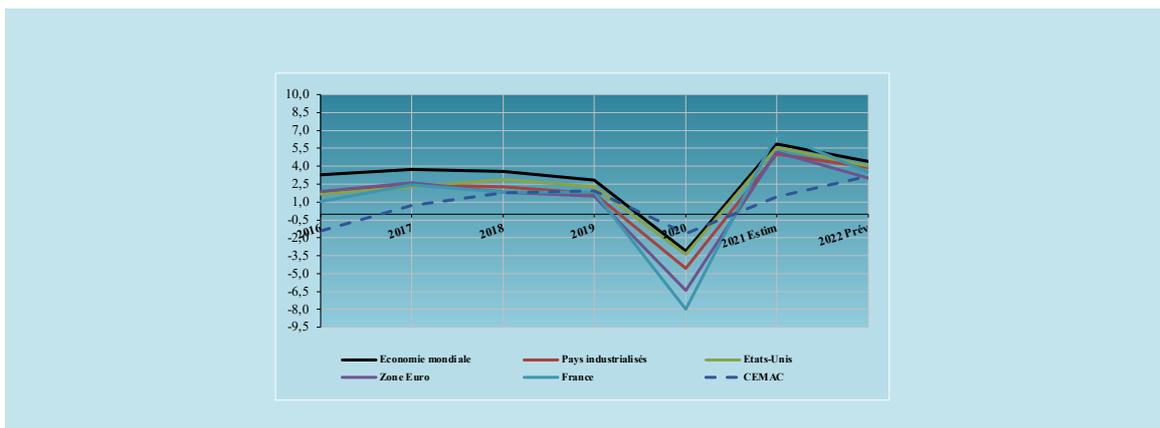
T1 : Taux de croissance réelle des principaux pays partenaires

INDICATEURS (en %, sauf indication contraire)	2020	2021	2022	2023
Taux de croissance				
Economie mondiale	- 3,1	5,9	4,4	3,8
Pays avancés	- 4,5	5,0	3,9	2,6
Etats-Unis	- 3,4	5,6	4,0	2,6
Zone Euro	- 6,4	5,2	3,9	2,5
Pays émergents et en développement	- 2,0	6,5	4,8	4,7
Chine	2,3	8,1	4,8	5,2
Inde	- 7,3	9,0	9,0	7,1
Russie	- 2,7	4,5	2,8	2,1
Afrique Sub-saharienne	- 1,7	4,0	3,7	4,0
Nigeria	- 1,8	3,0	2,7	2,7
Afrique du Sud	- 6,4	4,6	1,9	1,4
Taux de croissance du commerce mondial	- 8,2	9,3	6,0	4,9
Prix du baril de pétrole ¹ (dollar/baril)	41,29	69,07	82,44	75,35
Taux d'inflation				
Pays avancés	0,7	3,1	3,9	2,1
Pays émergents et en développement	5,1	5,7	5,9	4,7
Pays d'Afrique subsaharienne	- 3,1	5,9	4,4	3,8

Source : Perspectives économiques du FMI (mise à jour janvier 2022)

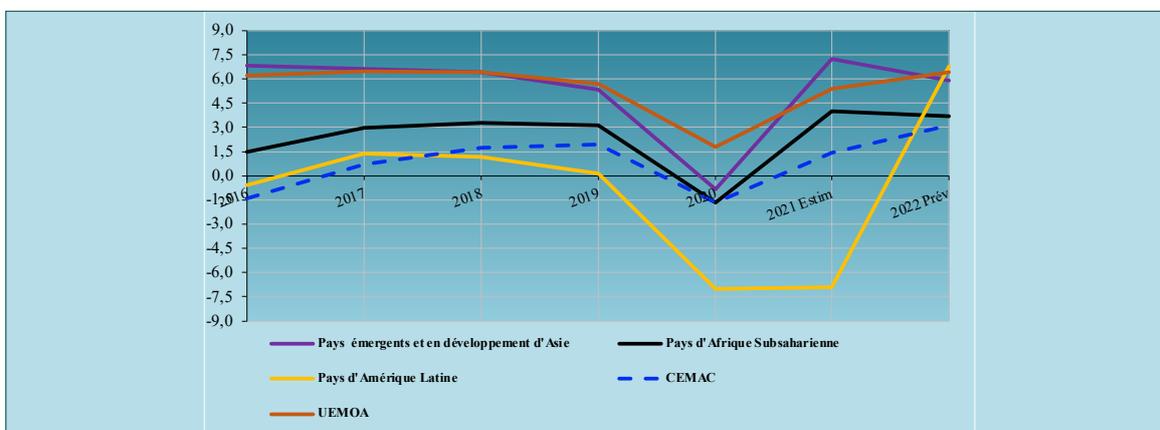
¹ Le cours du pétrole est basé sur la moyenne des cours pour les qualités suivantes : Brent du Royaume-Uni, Dubaï et WTI.

G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés



Source : Perspectives économiques du FMI (mise à jour janvier 2022)

G2. Taux de croissance réelle des pays en développement

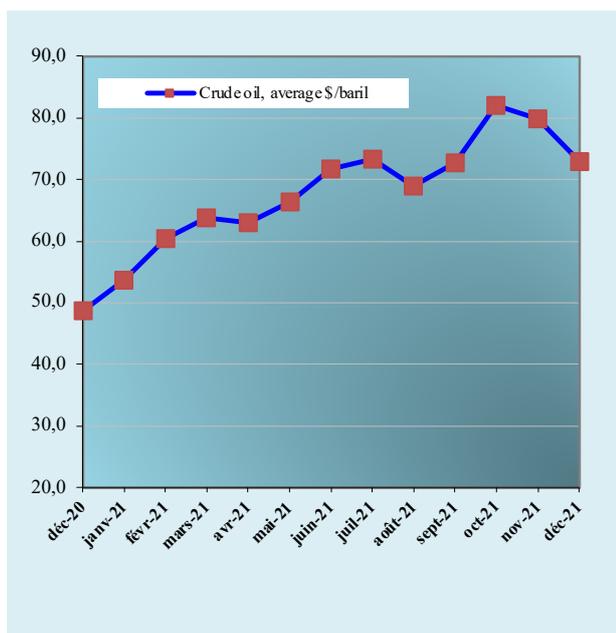


Source : Perspectives économiques du FMI (mise à jour janvier 2022)

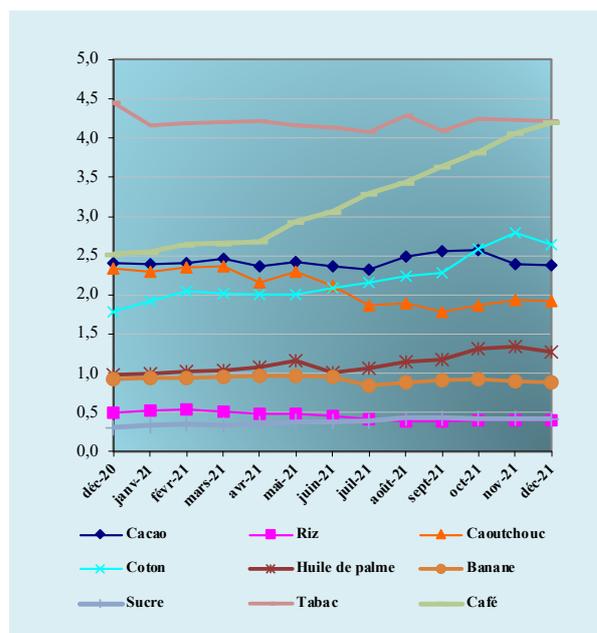
1.2 Marché des produits de base

Au quatrième trimestre 2021, l'indice global des cours des produits de base exportés par la CEMAC a augmenté de 10,4 %, après une hausse de 8,7 % au troisième trimestre 2021 et 7,8 % au deuxième trimestre 2021. Cette dynamique a été impulsée par la forte croissance des cours du baril de pétrole et du gaz naturel sur les marchés internationaux. L'indice des cours au quatrième trimestre 2021 s'est établi à 86,54 contre 73,7 au trimestre précédent ; les prix étant passé de 71,7 \$/baril au troisième trimestre 2021 à 78,3 \$/baril au quatrième trimestre (+ 9,3 %).

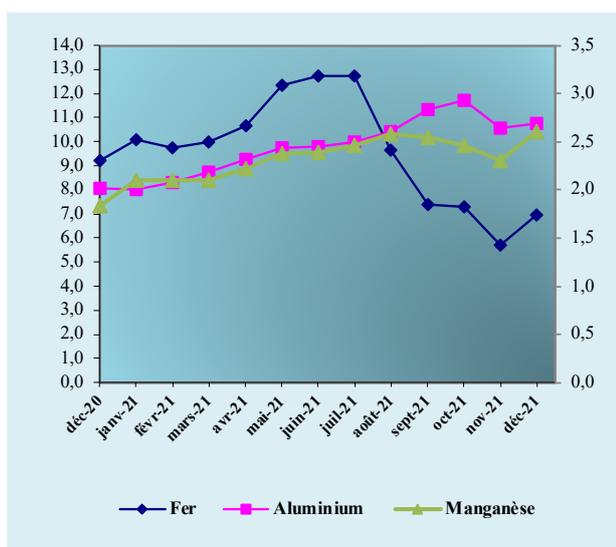
G3. Cours du pétrole



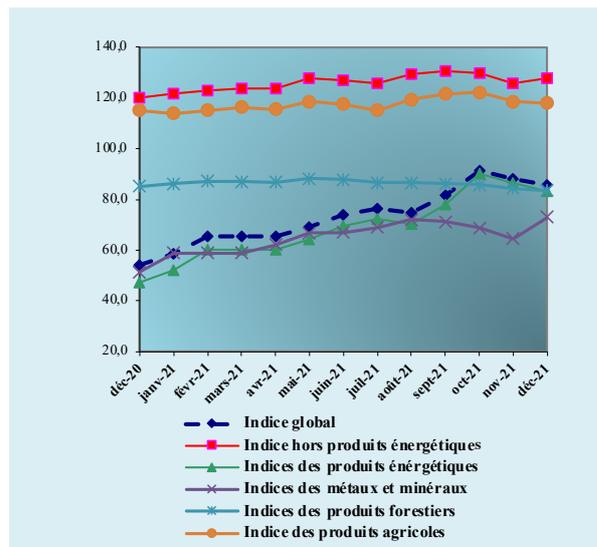
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations



G5. Cours des métaux non précieux



G6. Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)



Source : Banque Mondiale

T2 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC

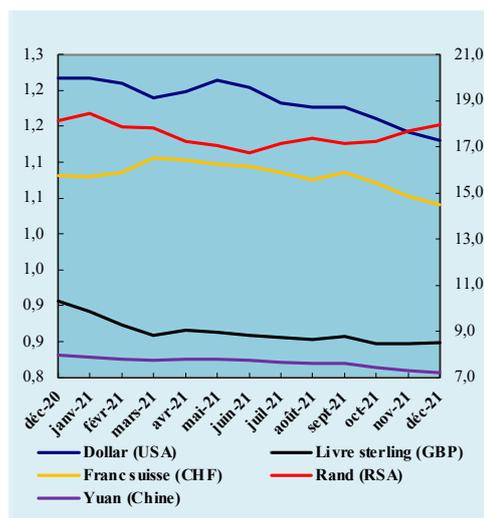
Produit	Unité	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
Pétrole														
Crude oil, average	\$/baril	48,7	53,6	60,5	63,8	63,0	66,4	71,8	73,3	68,9	72,8	82,1	79,9	72,9
Gaz naturel et méthanol														
Europe	(\$/mmbtu)	5,9	7,3	6,2	6,1	7,1	8,9	10,3	12,5	15,4	22,8	31,1	27,6	38,0
Etats-Unis	(\$/mmbtu)	2,5	2,7	5,1	2,6	2,6	2,9	3,2	3,8	4,1	5,1	5,5	5,0	3,7
Japon	(\$/mmbtu)	6,9	9,0	9,9	7,9	8,3	8,9	9,6	10,4	10,8	11,4	12,4	15,3	15,3
Bois														
Bois bruts, même écorés, désa- biérés ou équarris	\$/m3	326,8	326,9	325,0	319,4	318,2	321,7	318,1	314,6	316,0	315,7	310,1	305,8	303,7
Bois sciés (yep Feuilles de placage & feuilles pour contre-plaqués)	\$/m3	643,9	653,8	664,0	664,2	663,2	674,6	672,3	661,5	661,2	658,2	656,2	644,9	637,9
Fer	(\$/dmtn)	155,4	169,6	163,8	168,2	179,8	207,7	214,4	214,1	162,2	124,5	122,9	96,2	117,0
Aluminium	(\$/mt)	2 015,0	2 004,0	2 078,6	2 190,5	2 319,4	2 433,5	2 446,7	2 497,6	2 603,0	2 834,6	2 934,4	2 636,5	2 695,5
Diamant	(\$/carat)	154,8	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2	221,2
Or	(\$/troy oz)	1 858,0	1 867,0	1 808,2	1 718,2	1 760,0	1 850,3	1 834,6	1 807,8	1 785,3	1 775,1	1 776,9	1 821,8	1 790,4
Manganèse	\$/kg	1,8	2,1	2,1	2,1	2,2	2,4	2,4	2,5	2,6	2,5	2,5	2,3	2,6
Cacao	\$/kg	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,5	2,6	2,6	2,4	2,4
Riz	(\$/mt)	500,5	520,4	532,6	510,6	486,1	479,1	458,4	413,5	390,1	389,9	395,8	396,0	394,2
Caoutchouc	(\$/kg)	2,3	2,3	2,3	2,4	2,2	2,3	2,1	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9
Coton	(\$/kg)	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,2	2,2	2,3	2,6	2,8	2,6
Huile de palme	(\$/mt)	979,0	990,3	1 019,9	1 030,5	1 078,1	1 156,0	1 004,4	1 063,0	1 141,8	1 181,4	1 310,3	1 340,7	1 270,3
Banane	(\$/kg)	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Sucre	(\$/kg)	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Tabac	(\$/mt)	4 446,8	4 157,4	4 185,4	4 202,2	4 218,8	4 168,0	4 139,0	4 078,1	4 285,6	4 089,2	4 241,7	4 224,5	4 213,3
Café	(\$/kg)	2,5	2,6	2,6	2,7	2,7	2,9	3,1	3,3	3,4	3,6	3,8	4,1	4,2
Gomme arabique	\$/tonne	3 103,1	2 996,6	2 978,6	2 929,6	2 949,2	2 990,4	2 965,9	2 910,7	2 898,3	2 897,9	2 856,5	2 809,9	2 783,2
Viande de bœuf	(\$/kg)	48,7	53,6	60,5	63,8	63,0	66,4	71,8	73,3	68,9	72,8	82,1	79,9	72,9
Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : janvier 2012														
Indice global		54,1	58,6	65,5	65,6	65,4	69,3	74,0	76,2	74,8	81,5	91,5	87,9	85,7
Indice hors produits énergétique		119,0	119,9	121,8	122,9	123,6	123,9	127,8	127,0	125,6	129,4	130,4	129,8	125,7
Indices des produits énergétiques		38,7	47,2	52,2	60,3	60,2	60,0	64,0	69,7	72,5	70,3	78,1	89,9	86,3
Indices des métaux et minéraux		51,4	51,4	58,9	58,9	58,9	62,1	66,7	67,0	69,0	72,1	71,2	68,8	64,6
Indices des produits forestiers		82,4	85,1	86,2	87,3	87,1	86,9	88,3	87,9	86,5	86,6	86,2	85,8	84,3
Indice des produits agricoles		115,1	114,0	115,1	116,3	115,5	118,5	117,5	115,1	119,5	121,7	122,1	118,5	118,0

Source : Banque Mondiale

1.3 Marchés financiers et orientations des principales banques centrales

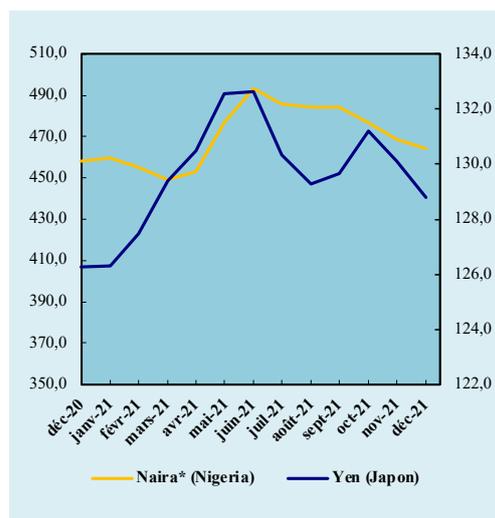
Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales monnaies au cours des mois passés. En effet, les investisseurs s'inquiètent des conséquences économiques de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, tandis que la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne continue de peser sur la devise européenne. Par ailleurs, certaines banques centrales ont signalé leur inquiétude face à la remontée de l'inflation et ont commencé à resserrer leurs politiques monétaires beaucoup plus tôt que prévu. Aussi, entre mars 2021 et février 2022, en moyenne, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du real brésilien (0,8 %), du yuan chinois (0,7 %), du dollar américain (0,5 %), de la livre sterling et de la roupie indienne de respectivement 0,3 %. En revanche, il s'est apprécié par rapport à la livre turque (5,3 %), au naira (0,3 %) et au yen japonais (0,2 %).

G7. Cours moyen mensuel de l'euro



Source : Banque de France

G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)



1.4 Politique monétaire des autres Banques Centrales

Pour limiter les répercussions négatives de la pandémie de coronavirus, la plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et de l'Afrique subsaharienne ont poursuivi leur politique monétaire accommodante jusqu'à février 2022. Toutefois, avec le retour inattendu de l'inflation, due à divers chocs d'offre et de demande, plusieurs d'entre-elles ont récemment entamé le resserrement de leur politique monétaire, à l'instar de la Fed, des Banques Centrales d'Angleterre, du Canada, de la Corée du Sud, du Chili, de la Hongrie et de l'Afrique du Sud.

Le Comité de politique monétaire de la Fed (Federal Open Market Committee), lors de sa réunion tenue le 16 mars 2022, a décidé de relever de 25 points de base la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 0,25 % et 0,50 %, tout en envisageant une demi-douzaine de hausses possibles dans les prochains mois, face à une inflation galopante et un marché du travail jugé solide. Par ailleurs, la Fed a apporté des précisions sur la réduction de son bilan d'ici mai 2022, porté à près de 9 000 milliards USD par des années d'achats massifs d'obligations sur les marchés pour faire baisser le coût du crédit.

A la Banque du Canada (BdC), le Comité de politique monétaire, réuni le 02 mars 2022, a décidé d'augmenter de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le faire passer à 0,50 %. Le taux officiel d'escompte s'établit à 0,75 %, et le taux de rémunération des dépôts, à 0,50 %. En outre, elle a décidé de poursuivre sa phase de réinvestissement, en gardant le portefeuille global d'obligations du gouvernement du Canada inscrites à son bilan assez stable jusqu'à ce qu'il devienne approprié de faire baisser la taille de son bilan.

A l'issue de sa réunion de politique monétaire du 17 mars 2022, la Banque d'Angleterre (Bank of England), a décidé de relever le taux d'escompte de 0,25 point de pourcentage, à 0,75 %, le ramenant à son niveau pré-pandémie. Cette décision est justifiée notamment par la tendance haussière des coûts et des pressions inflationnistes, ainsi que par la tension existante sur le marché du travail. La BoE a également décidé de pour-

suivre la réduction de son stock d'obligations du gouvernement britannique en ne réinvestissant plus les actifs arrivant à échéance. Elle va aussi céder la totalité des obligations Investment Grade qu'elle possède d'ici fin 2023.

Le Conseil des Gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE), a décidé à l'issue de sa réunion du 10 mars 2022, de laisser inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à 0,00 %, 0,25 % et - 0,50 % respectivement. Elle prévoit par ailleurs de les maintenir à leurs niveaux actuels jusqu'à ce que l'inflation se stabilise au niveau de son objectif de 2 %. En outre, le Conseil des gouverneurs a annoncé qu'il allait accélérer la réduction de ses achats d'obligations sur les marchés financiers, dans le cadre du programme d'achats d'actifs APP. Ses achats seront ainsi ramenés de 120 à 40 milliards d'euros en avril 2022, puis à 30 milliards en mai 2022 et à 20 milliards en juin 2022, avec pour objectif d'être complètement arrêtés dans le courant du troisième trimestre 2022. Toutefois, si les perspectives d'inflation à moyen terme évoluent et si les conditions de financement deviennent incompatibles avec de nouveaux progrès vers son objectif de ciblage d'inflation à 2 %, la BCE est prête à revoir son calendrier en matière d'achats nets d'actifs.

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale du Japon (Central Bank of Japan ou CBJ), réuni les 17 et 18 mars 2022, a décidé de garder son taux de dépôt à court terme à - 0,1 %. De plus, la Banque continuera d'acheter des obligations du gouvernement (JGB) afin de maintenir leur rendement à 10 ans autour de 0,00 %.

En Afrique subsaharienne, la plupart des banques centrales ont poursuivi l'orientation accommodante de leurs politiques monétaires, en prenant un ensemble de mesures visant à soutenir l'activité économique et à limiter les effets potentiels de la crise sanitaire. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a maintenu inchangés les dispositifs de sa politique monétaire depuis le 24 juin 2020 ; son taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection et celui du guichet de prêt marginal ont été maintenus respectivement à 2,0 % et 4,0 %. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est quant à lui demeuré à 3,0 %.

La Banque Centrale du Congo (BCC) lors de la réunion de son Comité de politique monétaire tenue le 30 décembre 2021, a décidé de réduire son taux directeur de 1 %, le ramenant de 8,5 % à 7,5 %. Cette décision est motivée par les bonnes perspectives de l'économie congolaise en 2022. Les coefficients des réserves obligatoires sur les dépôts en devises à vue et à terme ont été maintenus respectivement à 13,0 % et 12,0 % et ceux des dépôts en monnaie nationale à vue et à terme à 0 %. Les services de la BCC projettent un taux de croissance de 6 %, un taux d'inflation qui pourrait se situer à environ 5% et une stabilité au niveau du taux de change.

En Afrique du Sud, la South African Reserve Bank (SARB) a décidé le 27 janvier 2022, de relever son taux directeur de 25 points de bases, en le faisant passer de 3,75 % à 4,00 %. Elle estime que la pression inflationniste devrait se poursuivre mais assure qu'une hausse graduelle du taux des prises en pension suffira à contenir les anticipations d'inflation et à modérer la trajectoire future des taux d'intérêt.

Le Comité de politique monétaire de la Banque Centrale du Nigeria (BCN), réuni les 24 et 25 janvier 2022, a décidé de laisser inchangée l'orientation de sa politique monétaire. Il conserve ainsi son principal taux d'intérêt à 11,5 % et son coefficient des réserves obligatoires à 27,5 %. Le Comité a toutefois noté une légère hausse de l'inflation, passant de 15,4% en novembre 2021 à 15,6 % en décembre 2021, mais a exprimé son optimisme quant au fait qu'avec des interventions soutenues de la Banque, la production continuera de s'améliorer, modérant ainsi davantage l'inflation.

1.5 Politique monétaire de la BEAC

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni en sa séance du 28 mars 2022, après analyse des facteurs de risques sur la stabilité monétaire et des développements observés sur le marché monétaire, d'une part, et au regard des perspectives macroéconomiques de la CEMAC à court termes, d'autres part, décide :

D'une part, de relever :

- le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres de 3,50 % à 4,00 % ;
- le Taux de la facilité de prêt marginal à 5,25 %.

D'autre part, de maintenir inchangés :

- le Taux de la facilité de dépôt à 0,00 % ;
- les Coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme.

T3 : Taux directeurs des principales Banques Centrales

	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22
Fédéral Reserve (Fed)													
Taux des Fonds Fédéraux	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25	0,00-0,25
Bank of Japon (BoJ)													
Taux au jour le jour	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10
Bank of England (BoE)													
Taux de prise en pension	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,25	0,25	0,50
Banque du Canada													
Taux de refinancement	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Banque Centrale Européenne (BCE)													
Taux des principales opérations de refinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux d'intérêt de la BCEAO													
Taux des pensions	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00
Taux d'injection de liquidités	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00

Sources : Fed, BoE, BoJ, Banque du Canada, BCE, BCEAO, BCC, BCN et SARB

2. Secteur Réel de la CEMAC

2.1 Activité économique récente

Au quatrième trimestre 2021, l'Indicateur Composite des Activités Economiques (ICAE) de la CEMAC s'est inscrit en hausse de 2,9 %, comme un an auparavant. Au titre des principaux facteurs explicatifs de cette évolution, on note que : malgré une production pétrolière en recul dans tous les pays exportateurs de la CEMAC sur l'ensemble de l'année 2021 et une production sylvicole atone au Congo, le pic saisonnier de la demande intérieure lié aux festivités de fin d'année, ainsi que la relative bonne tenue de certaines cultures de rente et de la production de gaz ont contribué à soutenir l'activité globale dans la CEMAC.

2.2 Perspectives macroéconomiques à court terme

L'activité économique devrait poursuivre son évolution favorable au premier trimestre 2022, avec néanmoins une dynamique moins vigoureuse. Les estimations pour le premier trimestre 2022, en glissement annuel, tablent sur une hausse de l'ICAE de la CEMAC de 3,9 % (contre 4,4 % un an plus tôt). En glissement trimestriel, l'ICAE devrait progresser de 0,9 %, au premier trimestre 2022, contre 1,5 % un trimestre plus tôt.

L'évolution favorable de l'activité dans la CEMAC au premier trimestre 2022 découlerait de divers facteurs suivants : i) la bonne tenue des cours du pétrole, ii) une solidité de l'activité minière dans les pays producteurs, iii) et des services consolidant leur trend haussier, notamment pour les branches hôtellerie, transports et les télécommunications au Cameroun, en raison de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations, et dans une moindre mesure dans les autres pays.

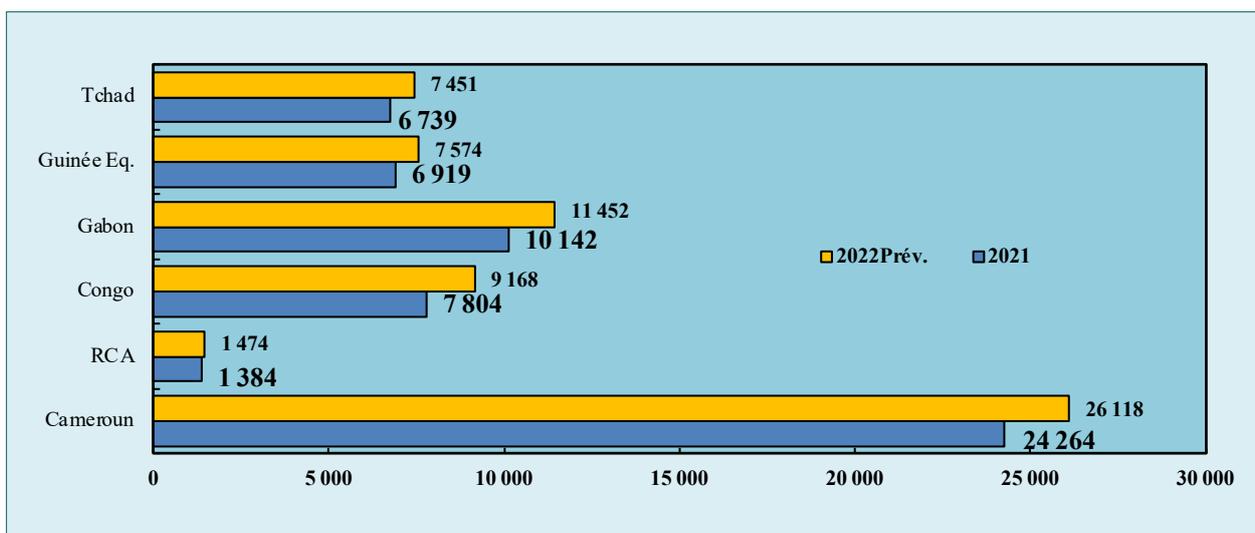
En termes de perspectives pour l'année 2022, il est attendu un taux de croissance du PIB réel de 3,1 %, porté principalement par un rebond de la croissance pétrolière, ii) une remontée des pressions inflationnistes à 3,6 % en 2022, contre 1,6 % un an plus tôt, iii) un redressement du solde budgétaire base engagements, dons compris, qui deviendrait excédentaire à 0,6 % du PIB en 2022, après - 1,5 % du PIB en 2021, et une amélioration du solde du compte courant excédentaire à 1,1 % du PIB en 2022, contre - 0,5 % du PIB en 2021. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire croîtrait de 13,5 % tandis que les avoirs extérieurs nets bondiraient de 50,6 %..

T4 : Evolution des taux de croissance infra-annuels du PIB réel de la CEMAC

	Secteur primaire			Secteur secondaire			Secteur tertiaire			Taxes nettes sur les produits		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.
Cameroun	-0,3	6,5	7,6	0,5	3,2	3,2	0,4	3,5	3,4	-0,3	6,5	7,6
République Centrafricaine	1,3	3,8	6,5	0,6	1,1	4,3	0,6	1,1	4,3	1,3	3,8	6,5
Congo	-22,2	21,9	17,5	-6,1	-1,5	2,9	-3,8	5,4	2,9	-22,2	21,9	17,5
Gabon	-8,3	16,1	12,9	-1,7	1,3	3,3	-1,9	3,5	2,3	-8,3	16,1	12,9
Guinée Equatoriale	-14,2	20,1	9,5	-4,6	0,8	2,2	-4,2	6,4	1,3	-14,2	20,1	9,5
Tchad	-1,2	4,9	10,6	-2,2	-1,0	3,5	-2,0	1,4	2,2	-1,2	4,9	10,6
CEMAC	-6,7	11,3	10,5	-1,7	1,4	3,1	-1,1	3,7	2,8	-6,7	11,3	10,5

Source : BEAC (juin 2021). En gras: prévisions

G9. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)



Sources: Administrations nationales et BEAC

2.2 Prix

Au quatrième trimestre 2021, le niveau général des prix dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a connu une évolution relativement contrastée à fin décembre 2021 ; l'inflation en moyenne annuelle s'étant repliée à 1,7 % à fin décembre 2021, contre 2,3 % un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,0 % à fin décembre 2020 à 2,6 % un an plus tard.

Sur la période sous revue, l'analyse de l'inflation suivant les contributions des différentes fonctions de consommation en glissement annuel montre que, sur la période sous revue, l'évolution du niveau général des prix a été impactée à fin décembre 2021, principalement par la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (1,8 point, contre 1,0 point en décembre 2020). Dans une moindre mesure, les fonctions « articles d'habillement et chaussures », « meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison », « transports » et « restaurants et hôtels » ont enregistré un apport positif à l'inflation (0,1 point en décembre 2021 chacune).

Les prévisions à court terme tablent sur une stabilité de l'inflation à fin mars 2022 par rapport à fin décembre 2021. En effet, le taux d'inflation s'établirait autour de 1,8 % en moyenne annuelle et progresserait à 2,0 % en glissement annuel, contre respectivement 1,7 % et 2,6 % un trimestre plus tôt.

Pour l'essentiel, en glissement annuel, la dynamique projetée à court terme serait impactée à fin mars 2022 principalement par une contribution en hausse de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (1,4 point en moyenne annuelle en mars 2022, contre 1,8 point trois mois plus tôt).

T5. Taux d'inflation sur les 12 derniers mois

Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation

	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
Cameroun	2,5	2,4	2,3	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3
RCA	1,6	2,1	2,7	3,1	3,4	3,7	4,0	4,0	4,0	4,1	4,1	4,3	4,3
Congo	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,3	1,5	1,6	1,8	2,1	2,2	2,3
Gabon	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1
Guinée Equatoriale	4,7	4,3	3,7	3,1	2,5	1,9	1,1	0,5	0,0	-0,4	-0,4	-0,3	-0,1
Tchad	4,5	-4,9	-3,5	-1,6	0,3	2,8	2,4	1,9	0,9	0,4	-0,1	-0,6	-0,8
CEMAC*	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7
UEMOA	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	2,5	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,8
Zone Euro	0,3	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	0,6	0,8	1,1	1,4	1,7	2,2	2,6
France	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	1,1	1,3	1,5
Etats Unis	1,2	1,1	1,1	1,2	1,5	1,9	2,3	2,7	3,0	3,3	3,8	4,2	4,7

Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation

	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
Cameroun	2,1	1,9	1,9	1,9	1,7	2,2	2,4	2,6	2,4	2,5	2,3	2,5	3,6
RCA	3,6	5,0	5,8	4,9	4,6	5,7	5,4	3,6	2,6	3,9	2,8	4,2	2,7
Congo	0,5	2,2	2,8	1,3	1,6	2,0	3,4	2,9	2,7	2,6	2,9	1,9	1,5
Gabon	1,4	1,5	1,5	1,7	1,3	1,1	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	1,2	1,6
Guinée Equatoriale	-0,4	-0,5	-1,2	-1,5	-1,2	-1,3	-1,9	-0,4	0,1	0,6	1,8	2,0	2,8
Tchad	3,1	1,6	-0,6	-0,3	-1,9	-0,5	-0,9	-0,7	-3,1	-0,9	-1,5	-1,7	0,9
CEMAC*	2,0	1,9	1,7	1,6	1,2	1,7	1,8	1,7	1,2	1,7	1,5	1,7	2,6
UEMOA	2,3	1,9	2,1	2,5	3,1	3,2	3,6	4,2	4,4	4,9	5,1	4,9	5,9
Zone Euro	-0,3	0,9	0,9	1,3	1,6	2,0	1,9	2,2	3,0	3,4	4,1	4,9	5,0
France	0,0	0,6	0,6	1,1	1,2	1,4	1,5	1,2	1,9	2,2	2,6	2,8	2,8
Etats Unis	1,4	1,4	1,7	2,6	4,2	5,0	5,4	5,4	5,3	5,4	6,2	6,8	7,0

Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

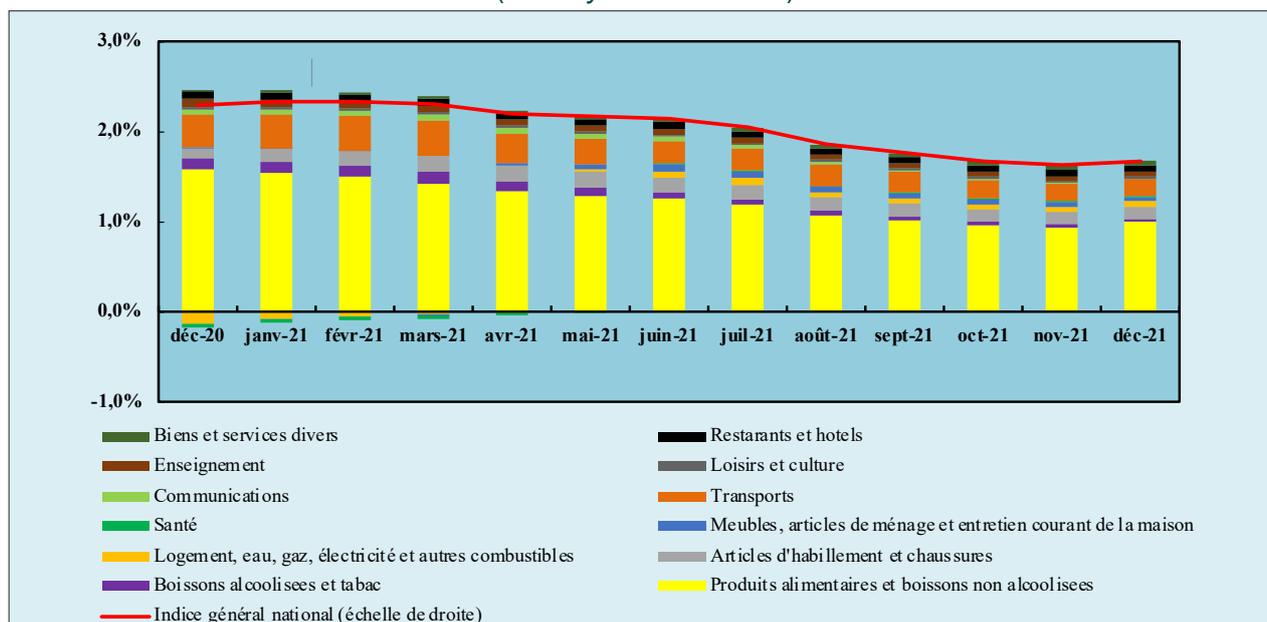
T6. Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation

Base 100 : Année 2011

POSTES DE CONSOMMATION	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	Moy. Ann.*	Gli. Ann.**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	121,5	121,2	121,8	122,6	123,3	124,4	125,2	126,1	125,9	126,2	125,3	125,2	127,4	2,6 %	4,8 %
Boissons alcoolisées et tabac	127,6	127,6	128,8	127,3	127,6	128,3	128,3	128,4	127,8	128,3	128,5	128,7	129,5	1,2 %	0,2 %
Articles d'habillement et chaussures	118,4	118,5	118,5	118,0	118,2	118,4	118,8	119,2	118,7	119,2	119,5	119,9	120,4	1,6 %	1,6 %
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	124,7	125,2	125,0	124,9	125,1	125,8	125,7	125,6	124,7	124,6	124,7	125,0	125,6	0,4 %	0,7 %
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	118,7	118,9	119,0	118,9	118,6	118,8	118,8	118,9	119,4	119,1	119,3	119,6	120,2	0,8 %	1,3 %
Santé	116,4	116,6	116,7	116,7	116,8	116,8	116,8	116,7	116,6	117,0	117,3	117,2	117,3	0,4 %	0,7 %
Transports	129,3	129,6	129,5	129,6	129,7	130,1	130,0	130,1	130,4	129,8	130,0	130,5	130,9	1,8 %	1,3 %
Communications	94,3	94,2	94,3	94,3	94,3	94,3	94,3	94,4	94,3	94,4	94,4	94,4	94,5	0,1 %	0,2 %
Loisirs et culture	115,7	115,8	115,8	115,6	115,7	115,6	115,7	115,7	116,0	116,1	116,2	116,5	116,7	0,8 %	0,8 %
Enseignement	138,4	138,4	138,4	138,4	138,4	138,3	138,4	138,7	139,0	139,1	139,5	139,6	139,8	2,0 %	1,0 %
Restaurants et hôtels	131,2	131,4	131,7	132,2	132,6	132,6	132,8	132,4	132,7	132,8	133,3	133,4	134,6	1,4 %	2,5 %
Biens et services divers	124,8	124,9	124,9	124,8	125,4	125,4	125,5	125,7	125,6	125,9	126,1	126,0	126,3	1,2 %	1,2 %
Indice général	122,2	122,2	122,4	122,7	123,0	123,6	124,0	124,3	124,1	124,3	124,1	124,2	125,3	1,7 %	2,6 %
Produits locaux	122,2	122,2	122,4	122,7	123,0	123,6	124,0	124,3	124,1	124,3	124,1	124,2	125,3	-	2,6 %
Produits importés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Indice hors alimentation	122,6	122,8	122,8	122,7	122,8	123,1	123,2	123,2	123,1	123,1	123,3	123,5	124,0	1,1 %	1,2 %
Indice hors Transports	118,2	118,4	118,4	118,4	118,4	118,6	118,7	118,7	118,8	118,7	118,9	119,1	119,5	0,9 %	1,1 %
Indice hors alimentation et transports	121,3	121,5	121,6	121,4	121,6	121,9	122,0	122,0	121,7	121,8	122,1	122,3	122,8	1,0 %	1,2 %
Indice sous-jacent	118,5	118,5	118,8	118,8	119,1	119,6	119,9	120,2	120,0	120,1	120,0	120,1	121,0	1,5 %	2,1 %

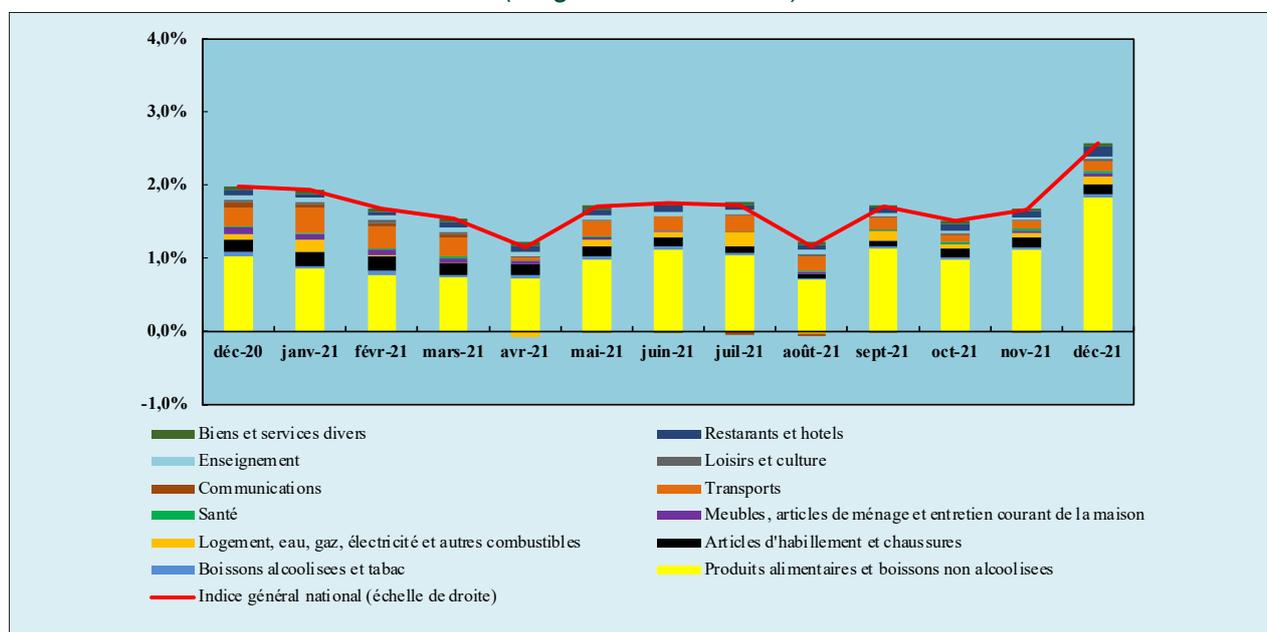
Sources : Administrations nationales et BEAC
 (*) Moyenne annuelle, (**) Glissement annuel

G10. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (en moyenne annuelle)



Sources : Administrations nationales et BEAC

G11. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation dans la CEMAC (en glissement annuel)



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

3. BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPETITIVITE

3.1 Balance des paiements

L'excédent extérieur courant, transferts publics inclus, s'améliorerait à 1,1 % du PIB en 2022 contre un déficit de 0,5 % du PIB en 2021, principalement en lien avec l'amélioration des termes de l'échange de 15,4 %. L'amélioration du solde courant découlerait principalement d'une augmentation des exportations pétrolières (contribution de +20,4 points) et non pétrolières (+10,9 points).

En particulier, l'on observe une forte hausse des exportations suivantes : pétrole brut (+ 27,4 % en 2022 à 13 152,8 milliards), gaz (+ 105,3 % en 2022 à 3 416,7 milliards), bois (+ 5,4 % à 899,3 milliards), manganèse (+ 7,4 % à 781,7 milliards) et coton (+ 43,8% à 412,4 milliards). La contribution des importations (- 18,4 points en 2022 contre - 16,3 points en 2021) découlerait du relèvement projeté des dépenses publiques et des importations des biens de consommation.

En définitive, le solde global de la balance des paiements deviendrait à nouveau excédentaire, à 565,0 milliards, soit + 0,9 % du PIB, contre - 1,1 % un an auparavant. Cette amélioration serait principalement portée par la remontée des investissements directs étrangers (contribution 0,6 point) et l'excédent de la balance des transactions courantes (+1,1 points).

L'excédent de la balance des paiements et les financements exceptionnels de 64,8 milliards permettraient d'accumuler des réserves officielles de 629,8 milliards, faisant ainsi passer leur stock à 3,66 mois d'importations de biens et services en 2022 contre 3,59 mois un an plus tôt.

T7 : Soldes de la balance des paiements (en % du PIB)

	Solde des transactions courantes			Solde du compte de capital et d'opérations financières			Solde global		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	-4,8	-2,3	0,7	2,1	2,0	1,2	- 1,9	- 0,5	1,8
République centrafricaine	- 6,9	- 10,0	- 7,4	6,6	5,1	8,1	0,4	- 3,7	0,7
Congo	- 3,5	11,1	13,2	5,9	- 20,9	- 11,6	8,2	- 2,5	1,6
Gabon	7,5	7,6	2,8	- 12,6	- 11,9	- 1,5	- 2,6	- 2,6	0,8
Guinée Equatoriale	- 11,4	- 3,4	- 5,5	13,3	8,9	5,5	4,3	5,7	0,0
Tchad	- 12,6	- 10,2	- 3,7	7,7	5,0	3,5	- 1,4	- 3,3	0,5
CEMAC	- 4,0	- 0,5	1,1	2,1	1,1	1,1	- 1,8	- 1,1	0,9

Sources : Administrations nationales et BEAC

T8 : Solde de la balance commerciale

	Exportations (variation en %)			Importations (variation en %)			Balance commerciale (en milliards de FCFA)		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	- 18,1	46,3	41,5	- 16,1	16,8	13,5	- 428,2	282,8	1 408,8
République Centrafricaine	- 11,3	- 3,4	13,4	- 18,9	- 8,3	9,9	- 213,9	- 192,4	- 208,8
Congo	- 41,1	44,0	27,8	- 19,5	12,5	9,1	1 248,9	2 304,0	3 279,6
Gabon	- 2,5	10,9	20,3	44,6	- 3,3	43,2	1 856,3	2 338,0	2 375,7
Guinée Equatoriale	- 35,6	42,4	23,8	- 28,4	44,6	66,1	1 060,5	1 490,3	1 282,4
Tchad	- 34,7	53,0	47,5	- 2,2	23,2	8,8	196,9	527,5	1 141,1
CEMAC	- 25,3	30,5	31,1	- 7,7	13,1	24,8	3 905,3	6 527,5	9 153,4

Sources : Administrations nationales et BEAC

3.2 Compétitivité²

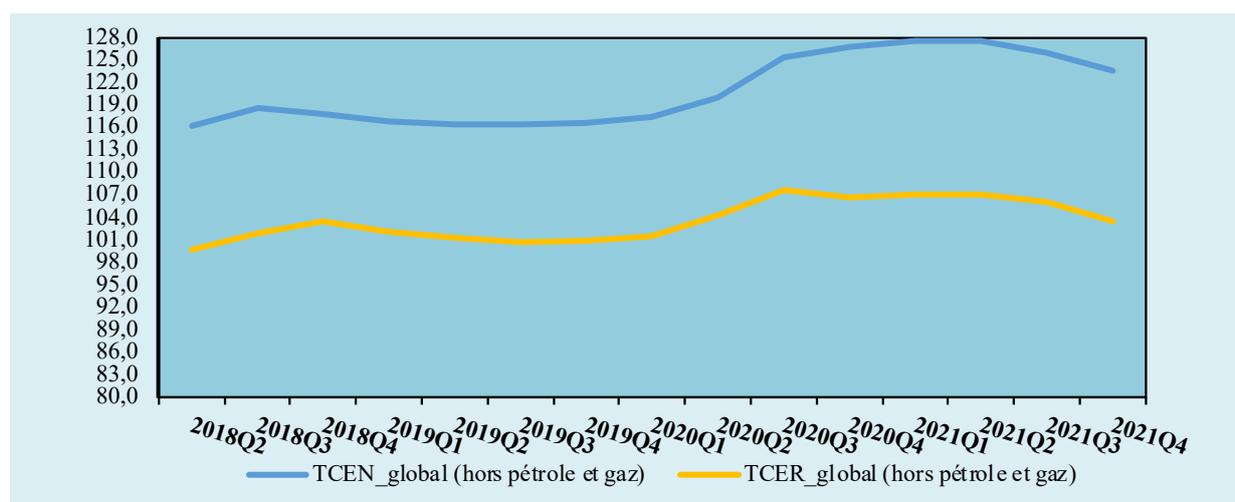
La compétitivité-prix des économies de la zone CEMAC s'est améliorée entre le troisième trimestre 2021 et le quatrième trimestre 2021, du fait de la dépréciation du TCER global de 2,4 % pendant la période, après une baisse de 0,8 % au trimestre précédent. Cela s'explique principalement par une amélioration de la compétitivité sur le front des exportations (- 2,5 %) et des importations (- 2,3 %).

Par ailleurs, l'analyse de la compétitivité prix des pays de la CEMAC entre le troisième trimestre et le quatrième trimestre 2021, fait ressortir une dépréciation du franc CFA sur la période par rapport aux monnaies de la plupart des principaux partenaires commerciaux. Ainsi, le TCEN s'est inscrit en baisse de 2,0 % au quatrième trimestre 2021, contre un recul de 1,3 % le trimestre précédent. En termes réels, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du yuan (- 4,7 %), du dollar américain (- 4,2 %), de la livre sterling (- 2,8 %) et de l'euro (- 1,5 %).

En termes de contribution absolue à l'évolution du TCER, celle des exportations a été supérieure à celle des importations. En effet, la contribution absolue du TCER des exportations a été de - 0,6 % et celle des importations de - 1,8 %.

² La compétitivité extérieure de la CEMAC est évaluée hors secteur pétrolier en raison du poids important du pétrole dans les exportations et du fait que cette activité, à forte intensité capitalistique, est entièrement off-shore. L'influence de l'exploitation pétrolière sur l'indicateur de compétitivité extérieure ainsi calculé est implicite et s'apprécie par le biais des évolutions des prix domestiques.

G12. Evolution du TCER/TCEN



Sources : Administrations nationales et BEAC

T9 : Compétitivité

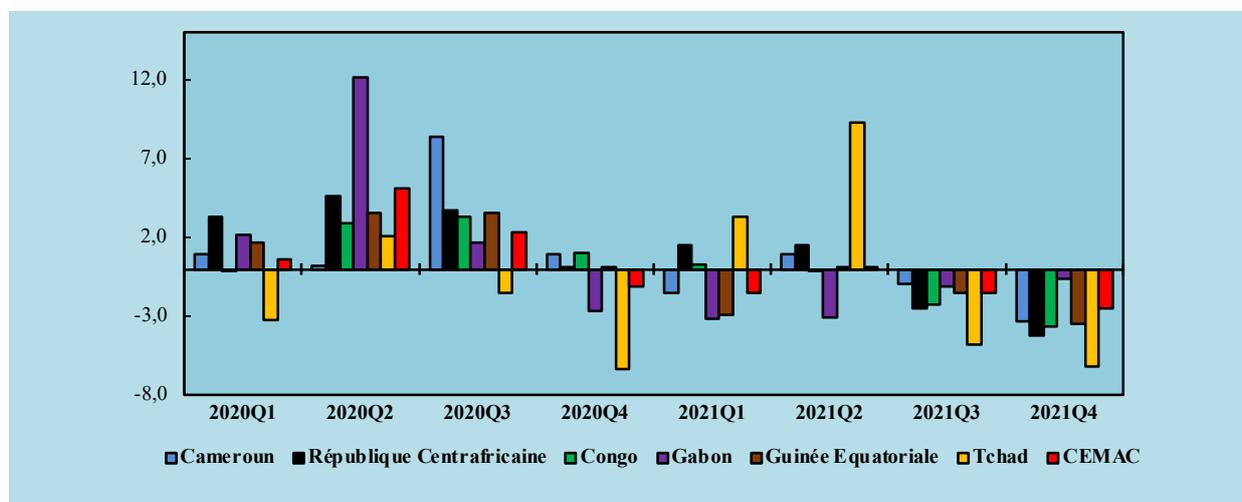
(variations en %)

	TCER composite (*)				TCER des exportations				TCER des importations			
	2021Q1	2021Q2	2021Q3	2021Q4	2021Q1	2021Q2	2021Q3	2021Q4	2021Q1	2021Q2	2021Q3	2021Q4
Cameroun	0,2	0,7	- 0,8	- 2,7	- 1,5	1,0	- 1,0	- 3,3	1,4	0,5	- 0,7	- 2,3
République Centrafricaine	4,1	0,8	- 2,2	- 3,1	1,5	1,6	- 2,5	- 4,2	4,8	0,5	- 2,1	- 2,8
Congo	2,5	- 0,3	- 1,5	- 2,5	0,3	0,0	- 2,3	- 3,6	3,1	- 0,3	- 1,3	- 2,3
Gabon	- 1,6	- 2,3	- 1,0	- 1,2	- 3,1	- 3,0	- 1,1	- 0,6	1,1	- 1,0	- 0,9	- 2,3
Guinée Equatoriale	- 1,5	- 0,5	- 1,1	- 3,1	- 2,9	0,1	- 1,5	- 3,5	0,9	- 1,5	- 0,3	- 2,5
Tchad	1,0	5,1	- 2,7	- 4,1	3,3	9,3	- 4,7	- 6,2	- 0,9	1,2	- 0,7	- 2,1
CEMAC	0,3	0,0	- 0,9	- 2,4	- 1,5	0,1	- 1,5	- 2,5	1,0	0,0	- 0,7	- 2,3

(*) Cotation au certain du FCFA par rapport aux autres monnaies.

Source : BEAC

G13. Evolution de l'indice composite du TCER



Sources : Administrations nationales et BEAC

4. SECTEUR PUBLIC

Finances publiques et endettement

La situation des finances publiques deviendrait excédentaire en 2022, avec un solde budgétaire global, dons compris, qui passerait de -1,5 % du PIB en 2021, à + 0,6 % du PIB un an plus tard. Au plan stratégique, l'on observe que la variation du solde budgétaire en pourcentage du PIB découlerait pour l'essentiel de l'accroissement des recettes budgétaires. En effet, le solde budgétaire, base engagements, dons compris, en pourcentage du PIB, reculerait de 2,1 points en 2022, en relation principalement avec la hausse des recettes pétrolières et non pétrolières qui ont contribué chacune de 1,2 point), qui aurait plus que compensé la hausse des dépenses totales (contribution de 0,7 point). La remontée des recettes non pétrolières résulterait de la poursuite des efforts attendus dans la mobilisation des recettes fiscales, notamment avec l'informatisation accrue de la collecte des impôts et taxes dans la plupart des pays de la CEMAC, et la formalisation de l'économie de certains pays de la CEMAC de plusieurs entreprises informelles favorisée par la réglementation de change, notamment au Tchad.

T10 : Evolution des finances publiques des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Solde budgétaire global, base engagements, dons compris			Recettes globales			Dépenses globales		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	- 3,3	- 3,1	- 1,4	14,0	14,3	14,7	12,5	11,9	11,0
République Centrafricaine	- 2,5	- 6,9	- 2,3	68,7	61,4	81,2	52,1	59,4	57,8
Congo	- 1,0	1,8	5,1	19,9	21,4	23,1	19,1	17,6	15,3
Gabon	- 2,1	- 1,8	1,9	19,2	15,8	17,6	18,6	16,3	13,2
Guinée Equatoriale	- 1,8	3,0	- 1,0	14,2	15,1	13,3	12,0	9,6	10,9
Tchad	1,2	- 2,8	2,1	14,3	12,6	16,1	10,8	12,2	11,4
CEMAC	- 2,0	- 1,5	0,6	15,5	15,3	16,3	14,1	13,2	12,1

Sources : Administrations nationales et BEAC

T11 : Evolution de la dette publique extérieure des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Encours de la dette extérieure (en % du PIB)			Service de la dette extérieure (en % des Xbsnf)			Service de la dette extérieure (en % des recettes budgétaires)		
	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.	2020	2021	2022 Prev.
Cameroun	29,6	30,1	29,5	13,3	18,3	9,8	15,2	26,1	17,5
République Centrafricaine	24,3	23,8	25,6	2,9	0,5	0,6	6,0	2,9	3,5
Congo	62,5	48,5	39,1	16,3	11,3	11,2	37,5	28,5	28,4
Gabon	34,8	28,5	25,7	21,6	19,0	7,4	50,1	51,2	19,1
Guinée Equatoriale	9,1	6,3	4,1	15,9	6,1	4,2	41,1	17,5	15,1
Tchad	25,6	25,2	23,7	11,8	10,5	8,1	13,6	19,5	15,6
CEMAC	31,6	28,7	26,4	16,6	14,6	8,8	28,4	29,2	19,5

Sources : Administrations nationales et BEAC

5. MONNAIE ET CREDIT

L'évolution de la masse monétaire de la CEMAC et de ses contreparties, en glissement annuel, à fin décembre 2021 a été marquée par :

- un repli des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 29,2 %. Cette évolution résulte de la forte progression des engagements extérieurs du système monétaire (34,0 %) que la hausse des avoirs extérieurs (11,8 %), consécutive aux transferts nets hors CEMAC positifs sur la période, n'a pas pu compenser. Les réserves de change se sont situées à 4 821,1 milliards à fin décembre 2021, contre 4 391,2 milliards un an plus tôt, et ont représenté environ 3,59 mois d'importations de biens et services. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est passé de 63,62 % en décembre 2020 à 64,1 % un an plus tard ;
- une expansion des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 14,2 % à 7 277,6 milliards, du fait de l'intensification des émissions de titres publics par les États et détenus par les banques ainsi que de ceux détenus par la BEAC dans le cadre de son programme de rachat des titres publics sur le marché secondaire ;
- une hausse des crédits à l'économie, qui sont passés de 8 211,3 milliards à 9 078,1 milliards, soit une progression de 10,6 %. Cette évolution est liée à celle des concours au secteur privé non financier (contribution de 11,1 points), aux entreprises publiques non financières (1,4 point) nonobstant la baisse des crédits octroyés aux institutions financières non monétaires (- 1,9 point).

En définitive, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) se sont accrues de 12,3 % pour s'établir à 15 194,2 milliards à fin décembre 2021 contre 13 532,5 milliards un an auparavant. En termes de contributions, les créances nettes sur les États et les crédits à l'économie ont eu une influence positive sur l'évolution de la masse monétaire au sens large (M2) à hauteur respectivement de 6,7 points et 6,4 points. Les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement à cette évolution (- 3,3 points) tandis que la contribution des ressources non monétaires a été de 2,4 points. Toutes les composantes ont contribué positivement à l'expansion de la masse monétaire, avec 7,2 points pour la monnaie scripturale, 3,8 points pour la monnaie fiduciaire et 1,2 point pour les dépôts à terme monétaires.

Les perspectives pour l'année 2022 tablent sur amélioration de la situation monétaire, à travers la hausse des avoirs extérieurs nets (50,6 %, à 1 943,8 milliards), des crédits à l'économie (6,4 %, à 9 657,7 milliards), des créances nettes sur les États (10,2 % à 8 019,5 milliards) et de la masse monétaire (13,5 %, à 17 239 milliards). Le taux de couverture extérieure de la monnaie quant à lui remonterait légèrement autour de 68,3 %, contre 64,1 % en 2021.

T12 : Agrégats de monnaie et de crédit (en millions de FCFA)

CEMAC	2020		2021											
	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	
Avoirs extérieurs nets	1 823 357	1 663 093	1 641 343	1 469 831	1 710 387	1 920 969	1 651 137	1 389 901	1 235 055	1 149 013	1 451 594	1 113 616	1 381 025	
dont BEAC	1 932 304	1 745 800	1 718 579	1 596 353	1 923 527	2 230 439	1 746 355	1 614 938	1 463 903	1 313 511	1 384 055	1 355 095	1 615 657	
Créances nettes sur l'Etat	6 370 555	6 586 294	6 433 320	6 556 048	6 724 507	6 760 390	7 169 345	6 857 354	7 327 217	7 205 753	7 284 065	7 232 289	7 277 644	
Crédits à l'économie	8 211 278	7 982 764	8 309 654	8 380 002	8 299 011	8 275 160	8 259 795	8 436 978	8 473 497	8 659 024	8 506 761	8 916 844	9 078 121	
Crédits à court terme	4 634 214	4 570 998	4 673 865	4 684 183	4 613 673	4 570 102	4 503 328	4 600 819	4 647 668	4 668 531	4 533 031	4 905 524	5 079 072	
Crédits à moyen terme	3 370 013	3 207 441	3 439 807	3 495 682	3 488 199	3 511 948	3 559 550	3 637 142	3 625 739	3 783 925	3 763 244	3 802 680	3 705 393	
Crédits à long terme	207 051	204 325	195 982	200 137	197 139	193 110	196 917	199 017	200 090	206 568	210 486	208 640	293 656	
Masse monétaire (M2)	13 532 526	13 412 151	13 455 689	13 603 541	13 869 071	14 192 722	14 215 122	14 295 235	14 355 236	14 310 851	14 453 904	14 654 342	15 194 202	
Monnaie fiduciaire	3 157 270	3 033 388	3 017 850	3 081 981	3 156 174	3 144 757	3 159 726	3 214 644	3 243 465	3 239 137	3 318 970	3 396 312	3 675 848	
Monnaie scripturale	6 509 404	6 545 801	6 533 317	6 536 987	6 698 154	7 025 693	7 065 717	7 058 866	7 008 025	6 982 345	7 070 825	7 151 509	7 489 860	
Quasi-monnaie	3 865 852	3 832 962	3 904 522	3 984 573	4 014 743	4 022 272	3 989 679	4 021 725	4 103 746	4 089 369	4 064 109	4 106 521	4 028 494	
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	63,62	62,27	61,59	59,05	61,09	60,85	59,75	58,24	68,01	65,86	65,77	66,60	64,05	

Source : BEAC

T13 : Agrégats de monnaie et de crédit (en glissement annuel)

CEMAC	2020		2021											
	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	
Avoirs extérieurs nets	- 31,3 %	- 39,3 %	- 43,1 %	- 48,6 %	- 41,2 %	- 37,0 %	- 41,9 %	- 46,1 %	- 47,4 %	- 52,1 %	- 33,2 %	- 46,5 %	- 24,3 %	
dont BEAC	- 28,9 %	- 38,1 %	- 41,3 %	- 44,3 %	- 34,9 %	- 27,3 %	- 39,6 %	- 39,4 %	- 39,6 %	- 47,6 %	- 39,8 %	- 37,7 %	- 16,4 %	
Créances nettes sur l'Etat	29,6 %	35,7 %	32,8 %	43,9 %	46,6 %	45,2 %	40,2 %	47,0 %	45,2 %	41,9 %	34,8 %	35,1 %	35,4 %	
Crédits à l'économie	5,1 %	2,0 %	7,1 %	7,6 %	8,0 %	8,1 %	8,5 %	10,2 %	10,1 %	11,1 %	7,5 %	10,9 %	10,6 %	
Crédits à court terme	2,4 %	0,2 %	3,5 %	3,2 %	3,0 %	2,3 %	2,3 %	3,1 %	4,0 %	5,9 %	1,7 %	7,7 %	9,6 %	
Crédits à moyen terme	9,1 %	4,8 %	12,7 %	14,4 %	15,8 %	17,1 %	18,3 %	21,3 %	20,8 %	20,0 %	16,2 %	15,8 %	10,0 %	
Crédits à long terme	3,4 %	2,0 %	2,3 %	4,5 %	1,1 %	0,5 %	- 0,8 %	0,9 %	- 9,4 %	- 12,5 %	- 2,5 %	3,3 %	41,8 %	
Masse monétaire (M2)	11,1 %	9,0 %	8,9 %	10,4 %	11,4 %	13,0 %	11,9 %	12,2 %	12,3 %	11,5 %	11,1 %	12,0 %	12,3 %	
Monnaie fiduciaire	13,4 %	11,4 %	11,3 %	10,4 %	13,1 %	11,3 %	12,2 %	11,9 %	13,4 %	13,0 %	13,8 %	14,4 %	16,4 %	
Monnaie scripturale	7,6 %	6,0 %	4,9 %	7,7 %	9,1 %	13,5 %	11,4 %	12,2 %	10,8 %	9,5 %	9,6 %	11,1 %	15,1 %	
Quasi-monnaie	15,5 %	12,7 %	14,4 %	15,1 %	13,9 %	13,6 %	12,6 %	12,5 %	14,2 %	13,9 %	11,7 %	11,6 %	4,2 %	
Contribution à la croissance de M2 (En point de pourcentage)														
Avoirs extérieurs nets	- 6,8	- 8,8	- 10,1	- 11,3	- 9,6	- 9,0	- 9,4	- 9,3	- 8,7	- 9,7	- 5,5	- 7,4	- 3,3	
Créances nettes sur l'Etat	15,9	17,0	16,2	15,3	17,3	16,8	16,7	13,9	14,9	14,7	11,3	10,9	6,7	
Crédits à l'économie	3,2	1,3	4,4	4,8	4,9	4,9	5,1	6,1	6,1	6,7	4,6	6,7	6,4	
Autres postes nets	- 1,3	- 0,6	- 1,7	1,6	- 1,2	0,3	- 0,4	1,5	0,0	- 0,1	0,7	2,9	2,4	

Source : BEAC

Sur le marché monétaire de la CEMAC, il a été observé ce qui suit : i) une hausse de l'encours moyen mensuel des transactions interbancaires entre novembre 2021 et janvier 2022, qui s'est situé à 308,3 (dont 187,1 milliards d'opérations de pension-livrée et 121,1 milliards d'opérations en blanc ; ii) un TIMP à 7 jours des opérations en blanc qui s'est situé à 6,10 % à fin janvier 2022 contre 6,00 % trois mois plus tôt. En revanche celui des opérations de pension-livrée est revenu de 4,25 % à 4,00 % sur la même période.

Sur le marché des titres publics, entre décembre 2020 et décembre 2021, dans un contexte marqué par la persistance de la crise sanitaire, liée à la pandémie de la COVID-19, le marché des titres publics émis par adjudication s'est caractérisé par : (i) un dynamisme des opérations sur les marchés primaire et secondaire (ii) une baisse des taux de couverture des émissions, et (iii) une augmentation des coûts des émissions, notamment des instruments longs particulièrement sollicités au cours de cette période.

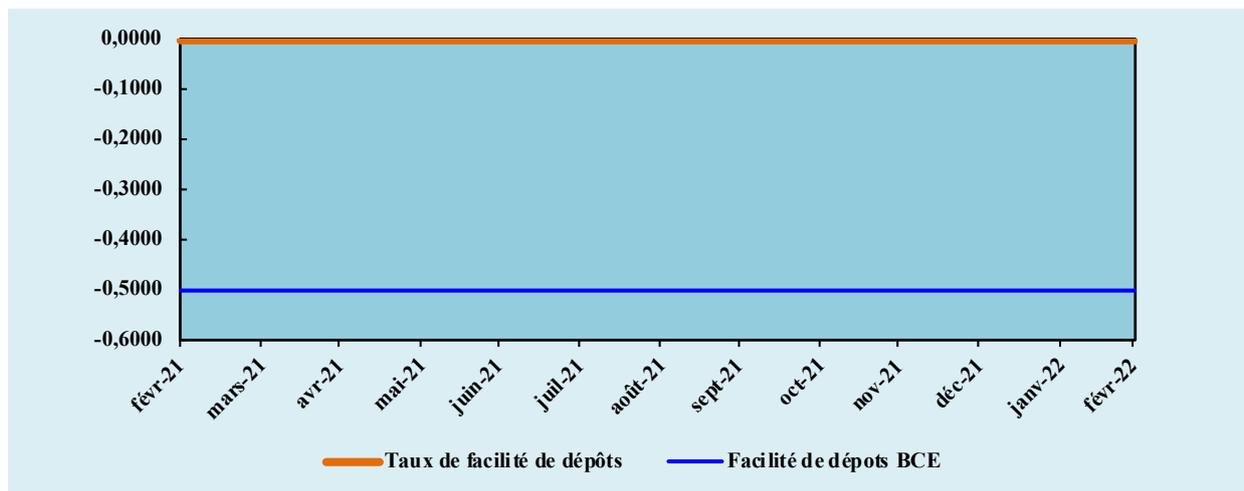
T14 : Taux directeurs de la BEAC

	2020		2021									
	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	4,68	4,56	4,50	4,57	5,00	4,87	4,42	4,38	4,09	3,98	4,12	3,92
Taux créditeur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45
Taux d'intérêt de la zone Euro												
Taux d'appels d'offre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Facilité de dépôts	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50	- 0,50

* Les taux du marché monétaire sont les taux de fin de période

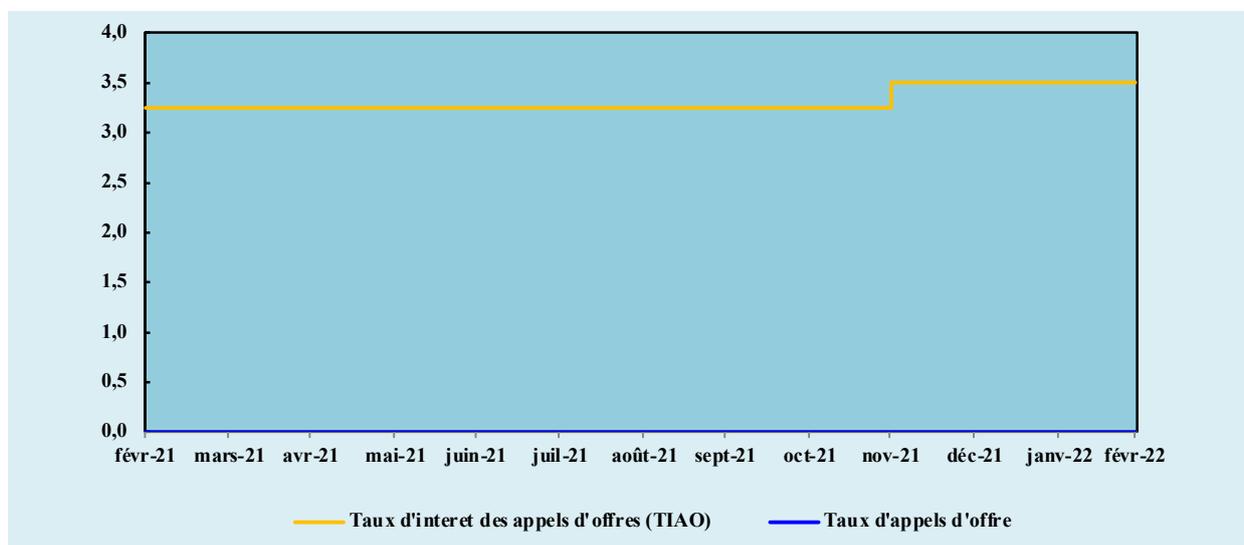
Source : BEAC

G14. Evolution comparée du TISP et du taux de la facilité de dépôts de la BCE



Sources : BEAC et BCE

G15. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE



Sources : BEAC et BCE

6. RÉSERVES DES BANQUES

Au cours des trois derniers mois, les réserves brutes du système bancaire de la CEMAC, avant les opérations monétaires, ont reculé de 1,1% (13,2 milliards) pour s'établir à 1 187 milliards en janvier 2022. Ces réserves se situaient à 1 200,2 milliards trois mois plus tôt (novembre 2021). Pour compenser cette baisse des réserves brutes du système bancaire, répondre à d'autres besoins de la clientèle et respecter certaines exigences réglementaires (notamment la constitution des réserves obligatoires), les établissements de crédit ont accru leurs demandes auprès de la BEAC. Ainsi, l'encours moyen des concours de la Banque Centrale aux établissements de crédit a augmenté de 93,3 milliards, pour se situer à 718,4 milliards en janvier 2022. Ces concours sont constitués : (i) des avances au titre de l'opération principale d'injection de liquidité, dont l'encours moyen a reculé de 240,9 milliards à 230 milliards en liaison avec la réduction du montant mis en adjudication ; (ii) des concours accordés au titre des opérations de maturité longue qui se sont accrus de 139,8 milliards à 150 milliards entre les deux périodes ; (iii) de la facilité de prêt marginal dont le volume a progressé de 198,9 milliards à 275,1 milliards ; et (iv) des avances octroyées via le guichet spécial de refinancement, profitant principalement à la BDEAC, qui a légèrement diminué de 65,9 milliards en octobre 2021 à 62,4 milliards trois mois plus tard.

Le volume des réserves obligatoires à constituer par les assujettis a augmenté de 27,4 milliards au cours de la période de référence pour s'établir à 833,8 milliards en janvier 2022. En conséquence, avec une hausse des réserves brutes plus forte que celle des réserves obligatoires, le montant des réserves excédentaires du système bancaire a augmenté, s'établissant à 1 071,5 milliards en janvier 2022 contre 1 019 milliards à fin novembre 2021. Par ailleurs, le nombre d'assujettis en déficit de constitution des réserves obligatoires est passé de quatre à cinq entre les deux périodes.

T15 : Evolution des principaux indicateurs de la liquidité (en millions de FCFA)

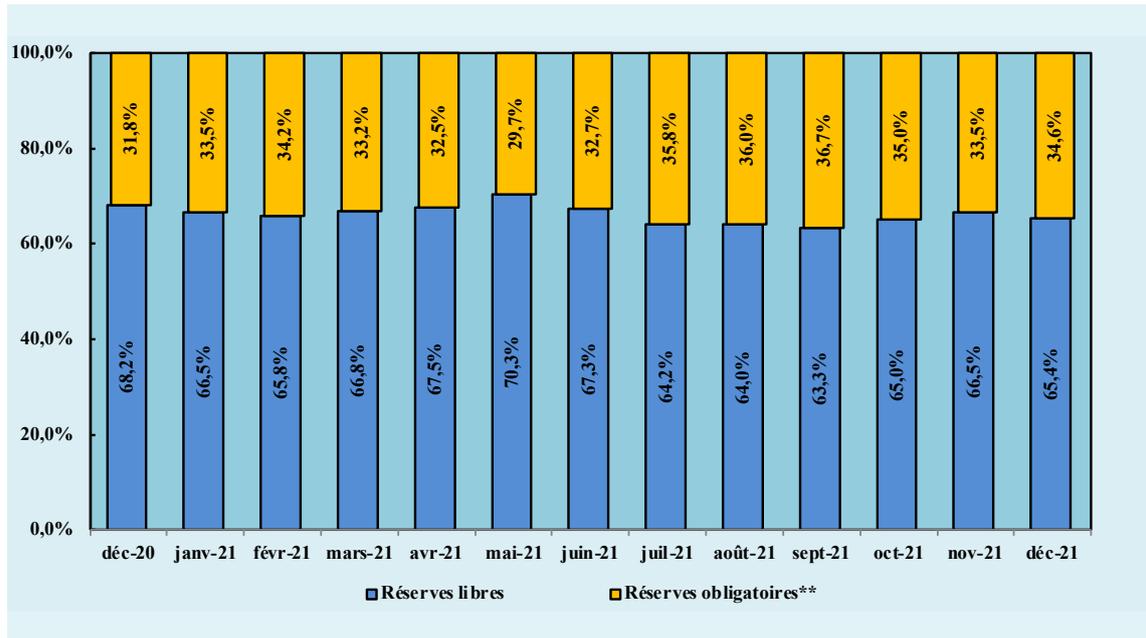
	2022											
	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22
Taux d'interet des appels d'offres (TIAO)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50
Taux interbancataire moyen pondéré (TIMP)	4,57	5,00	4,87	4,42	4,38	4,09	3,98	4,12	3,92	4,34	4,21	4,47
Taux créditreur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45
Taux d'interet de la zone Euro												
Taux d'appels d'offre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Facilité de dépôts	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50

Source : BEAC

*en millions de FCFA

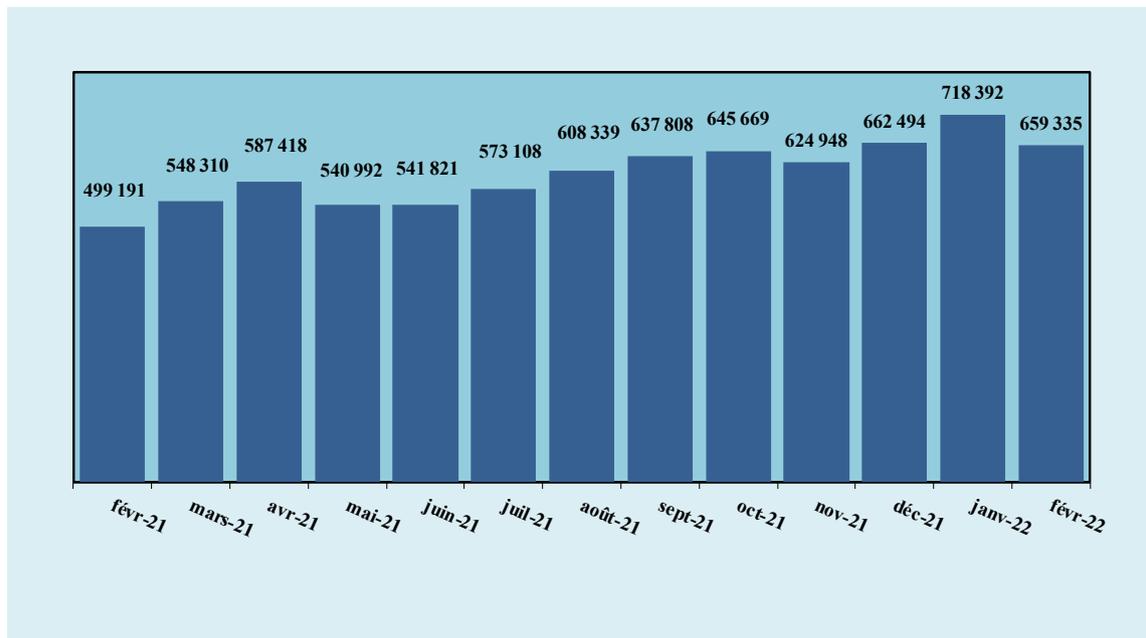
** Conformément à la Décision du CPM n°11/CPM/2018, les réserves obligatoires sont constituées depuis le 11 décembre 2017 sur le compte courant des établissements de crédit assujettis

G16. Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC



Source : BEAC

G17. Evolution du volume des injections de liquidité dans la CEMAC (en millions de FCFA)



Source : BEAC

7. SITUATION DES RÉSERVES DE CHANGE

Les réserves de change de la BEAC se sont établies à 4 690 milliards au 31 janvier 2022, contre 3 997 milliards FCFA au 31 janvier 2021, soit une hausse de 17,4%, en lien principalement avec la variation positive enregistrée à la suite de l'allocation de DTS octroyée par le FMI en août 2021 aux six pays de la zone.

Conclusion

La croissance économique mondiale ralentirait à 4,4 % en 2022, après 5,9 % en 2021, pour revenir ensuite à 3,9 % en 2023. Cette situation reflète la faiblesse des échanges commerciaux mondiaux, du fait des goulets d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement. Toutefois, ces prévisions sont susceptibles d'être revues à la baisse en rapport avec les tensions géopolitiques actuelles en Europe, notamment la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que son impact sur les prix de certaines matières premières, en particulier le pétrole et le gaz.

Sur le plan régional, les économies de la CEMAC devraient poursuivre leur évolution favorable amorcée au premier trimestre 2022. En effet, les estimations pour le premier trimestre 2022, en glissement annuel, tablent sur une hausse de l'ICAE de la CEMAC de 3,9 % (contre 4,4 % un an plus tôt). En glissement trimestriel, l'ICAE devrait progresser de 0,9 %, au premier trimestre 2022, contre 1,5 % un trimestre plus tôt.

Le niveau général des prix dans la CEMAC a connu une évolution. L'inflation en moyenne annuelle s'est repliée à 1,6 % à fin décembre 2021, contre 2,6 % un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est en revanche passé de 2,0 % à fin décembre 2020 à 2,6 % un an plus tard.

L'évolution de la masse monétaire de la CEMAC et de ses contreparties, en glissement annuel, à fin décembre 2021 a été marquée par : un repli des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 29,2 % ; une baisse des réserves de change à 4 821,1 milliards à fin décembre 2021, contre 4 391,2 milliards un an plus tôt ; une légère hausse du taux de couverture extérieure de la monnaie à 64,10 %, après 63,62 % en décembre 2020 ; une expansion des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 14,2 % à 7 277,6 milliards ; une hausse des crédits à l'économie à 9 078,1 milliards, après 8 211,3 milliards (+10,6 %) ; un accroissement des disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) de 12,3 % pour s'établir à 15 194,2 milliards à fin décembre 2021 contre 13 532,5 milliards un an auparavant.

Pour l'**année 2022**, les services de la BEAC tablent sur : i) un taux de croissance du PIB réel de 3,1 %, porté principalement par un rebond de la croissance pétrolière, ii) une remontée des pressions inflationnistes à 3,6 % en 2022, contre 1,6 % un an plus tôt, iii) un redressement du solde budgétaire base engagements, dons compris, qui deviendrait excédentaire à 0,6 % du PIB en 2022, après -1,5 % du PIB en 2021, et une amélioration du solde du compte courant excédentaire à 1,1 % du PIB en 2022, contre -0,5 % du PIB en 2021. Sur le plan de la monnaie, la masse monétaire croîtrait de 13,5 % tandis que les avoirs extérieurs nets bondiraient de 50,6 %.

Mise en page et impression :

SERVICE DE L'IMPRIMERIE DE LA BEAC

736 avenue Monseigneur Vogt - B.P. 1917, Cameroun

Téléphone : (237) 22 23 40 30/60

Fax : (237) 22 23 33 29/50

E-mail : beac@beac.int

Site web : www.beac.int